

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Délibération N°2022-33

<u>Nombre de Conseillers</u> En exercice : 10 Présent(s) : 8 Absent(s) : 2 Pouvoir(s) : 2	Le cinq décembre deux-mil vingt-deux à dix-huit heures et trente minutes, Le conseil municipal de la commune de CLERMONT dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de M. Christian VERMELLE, maire. <u>Date de convocation</u> : 25 novembre 2022 <u>Date d'affichage</u> : 25 novembre 2022 <u>Présents</u> : Christian VERMELLE, Dominique THEVENET, Laury CICLET, Mourad BELMESSIKH, Christine DOCHE, Geoffrey DUNAND, Philippe MONOD, Loïc TARDY <u>Absent(s)</u> : Anne-Olivia CAVALARI, Serge PASSERAT <u>Procuration(s)</u> : Anne-Olivia CAVALARI donne pouvoir à Laury CICLET - Serge PASSERAT donne pouvoir à Dominique THEVENET <u>Secrétaire de séance</u> : Laury CICLET
Vote Pour : 10 Contre : 0 Abstention : 0	

**Convention Territoriale Globale
CAF 74**

Vu l'arrêté du 3 octobre 2001 relatif à l'action sociale des Caisses d'Allocations Familiales (CAF),
Vu la convention d'objectifs et de gestion arrêtée entre l'État et la Caisse Nationale des Allocations Familiales (CNAF),

Vu la délibération du Conseil d'administration de la CAF de Haute-Savoie en date du 3 octobre 2019 concernant la stratégie de déploiement des Conventions territoriales globales (CTG).

Monsieur le maire, relaie l'invitation de la CAF de Haute-Savoie à signer la Convention Territoriale Globale (CTG) conjointement avec la Communauté de Communes (CC) Usse et Rhône et les 26 Communes qui la composent.

Il informe que la CTG remplace les contrats enfance jeunesse (CEJ) qui étaient en vigueur jusqu'alors et qu'elle encadre une démarche stratégique et partenariale d'investissement social et territorial visant principalement les objectifs suivants : **faciliter la mise en place, pérenniser, développer et adapter les équipements et services aux familles, favoriser l'accès aux droits, optimiser les interventions des différents acteurs sur le territoire intercommunal.**


Monsieur le maire donne lecture au Conseil municipal du projet de CTG annexé à la présente délibération.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,

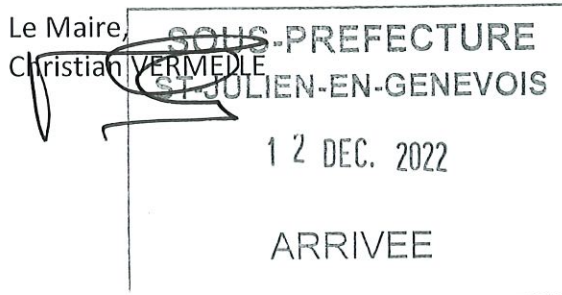
APPROUVE la convention territoriale globale (CTG).

AUTORISE le maire à signer la convention territoriale globale (CTG) avec la CAF de Haute-Savoie

Le secrétaire de séance,
Laury CICLET



Le Maire,
Christian VERMELLE



CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE 2022-2025

Entre :
La Caisse des Allocations Familiales de Haute-Savoie représentée par la Présidente de son conseil d'administration, Mme Flavie Vercoûtre et par son Directeur, M. Olivier Paratre, dûment autorisés à signer la présente convention ;
Ci-après dénommée « la CAF » ;

Et
La communauté de communes Ussets et Rhône, représentée par son Président, M. Paul Rannard ;
Et

Les communes de l'Ain :
La commune de Angletfort, représentée par son Maire, M. Bernard Thibaud ;
La commune de Corbonod, représentée par son Maire, M. Patrick Chapel ;
La commune de Seyssel Ain, représentée par son Maire, M. Michel Botteri ;

Les communes de Haute-Savoie :

La commune de Bassy, représentée par son Maire, M. Rémi Poncet ;
La commune de Chalonges, représentée par son Maire, Mme Sophie Colas ;
La commune de Chaumont, représentée par son Maire, M. André-Gilles Chatagnat ;
La commune de Chavanaz, représentée par son Maire, M. Alain Camp ;
La commune de Chêne-en-Semine, représentée par son Maire, M. Paul Rannard ;
La commune de Chessenz, représentée par son Maire, M. Philippe Jaquesson ;
La commune de Chilly, représentée par son Maire, M. Emmanuel Georges ;
La commune de Clarafond-Arcine, représentée par son Maire, Mme Sylvie Taragon ;
La commune de Clermont-en-Genevois, représentée par son Maire, M. Christian Vermeille ;
La commune de Contamine-Sarzin, représentée par son Maire, M. Georges Canicatti ;
La commune de Desingy, représentée par son Maire, M. Jean-Paul Forstier ;
La commune de Droisy, représentée par son Maire, M. Didier Clerc ;
La commune de Eloise, représentée par son Maire, M. Jean-Louis Magnin ;
La commune de Francens, représentée par son Maire, M. Bernard Revillon ;
La commune de Frangy, représentée par son Maire, M. Vincent Dutoit ;
La commune de Marlioz, représentée par son Maire, M. Vincent Dutoit ;
La commune de Monthornex-sous-Clermont, représentée par son Maire, Mme Florence Pozzo ;

Pozzo :
La commune de Minzier, représentée par son Maire, M. Jérémie Courlet ;
La commune de Musièges, représentée par son Maire, M. Pascal Coulloux ;
La commune de Saint-Germain-sur-Rhône, représentée par son Maire, M. Alain Lambert ;
La commune de Seyssel Haute-Savoie, représentée par son Maire, M. Gérard Lambert ;
La commune de Usimens, représentée par son Maire, M. François Sève ;
La commune de Vanzy, représentée par son Maire, M. Jean-Yves Mächard ;

Dûment autorisés à signer la présente convention par délibération de leur assemblée générale ;

Ch-après dénommé « les Collectivités » ;

Il est convenu et arrêté ce qui suit :
Vu les articles L. 263-1, L. 229-1 et L. 227-1 à 3 du Code de la sécurité sociale ;
Vu le Code de l'action sociale et des familles ;
Vu la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu l'arrêté du 3 octobre 2001 relatif à l'action sociale des Caisses d'allocations familiales (CAF) ;

Vu la Convention d'objectifs et de gestion (Cog) arrêtée entre l'Etat et la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF) ;
Vu la délibération du conseil d'administration de la CAF de Haute-Savoie en date du 3 octobre 2019 concernant la stratégie de déploiement des CTG ;
Vu la délibération du conseil communautaire de la communauté de communes Ussets et Rhône, en date du 11 octobre 2022 figurant en annexe 4 de la présente convention ;
Vu la délibération du conseil communal de Angletfort, en date du ... figurant en annexe 4 de la présente convention ;
Vu la délibération du conseil communal de Corbonod, en date du ... figurant en annexe 4 de la présente convention ;
Vu la délibération du conseil communal de Seyssel Ain, en date du ... figurant en annexe 4 de la présente convention ;
Vu la délibération du conseil communal de Bassy, en date du ... figurant en annexe 4 de la présente convention ;
Vu la délibération du conseil communal de Chalonges, en date du ... figurant en annexe 4 de la présente convention ;
Vu la délibération du conseil communal de Chaumont, en date du ... figurant en annexe 4 de la présente convention ;
Vu la délibération du conseil communal de Chavanaz, en date du ... figurant en annexe 4 de la présente convention ;
Vu la délibération du conseil communal de Chêne-en-Semine, en date du ... figurant en annexe 4 de la présente convention ;
Vu la délibération du conseil communal de Chessenz, en date du ... figurant en annexe 4 de la présente convention ;
Vu la délibération du conseil communal de Chilly, en date du ... figurant en annexe 4 de la présente convention ;
Vu la délibération du conseil communal de Clarafond-Arcine, en date du ... figurant en annexe 4 de la présente convention ;
Vu la délibération du conseil communal de Clermont-en-Genevois, en date du ... figurant en annexe 4 de la présente convention ;
Vu la délibération du conseil communal de Contamine-Sarzin, en date du ... figurant en annexe 4 de la présente convention ;
Vu la délibération du conseil communal de Desingy, en date du ... figurant en annexe 4 de la présente convention ;
Vu la délibération du conseil communal de Droisy, en date du ... figurant en annexe 4 de la présente convention ;
Vu la délibération du conseil communal de Eloise, en date du ... figurant en annexe 4 de la présente convention ;
Vu la délibération du conseil communal de Francens, en date du ... figurant en annexe 4 de la présente convention ;
Vu la délibération du conseil communal de Frangy, en date du ... figurant en annexe 4 de la présente convention ;
Vu la délibération du conseil communal de Marlioz, en date du ... figurant en annexe 4 de la présente convention ;
Vu la délibération du conseil communal de Monthornex-sous-Clermont, en date du ... figurant en annexe 4 de la présente convention ;
Vu la délibération du conseil communal de Musièges, en date du ... figurant en annexe 4 de la présente convention ;
Vu la délibération du conseil communal de Saint-Germain-sur-Rhône, en date du ... figurant en annexe 4 de la présente convention ;
Vu la délibération du conseil communal de Seyssel Haute-Savoie, en date du ... figurant en annexe 4 de la présente convention ;
Vu la délibération du conseil communal de Usimens, en date du ... figurant en annexe 4 de la présente convention ;
Vu la délibération du conseil communal de Vanzy, en date du ... figurant en annexe 4 de la présente convention ;

D 2022-33
Annexe 1

Sommaire

Article préliminaire :	PREAMBULE	5
Article 1 :	Objet de la convention territoriale globale	6
Article 2 :	Les champs d'intervention de la CAF	7
Article 3 :	Les champs d'intervention des collectivités	5
Article 4 :	Les objectifs partagés au regard des besoins	5
Article 5 :	Engagements des partenaires	5
Article 6 :	Modalités de collaboration	5
Article 7 :	Echanges de données	9
Article 8 :	Communication	6
Article 9 :	Evaluation	10
Article 10 :	Durée de la convention	7
Article 11 :	Exécution formelle de la convention	10
Article 12 :	La fin de la convention	10
Article 13 :	Les recours	11
Article 14 :	Confidentialité	7
Annexes :		13

PREAMBULE

Les CAF sont nées de la volonté d'apporter une aide à toutes les familles, dans leur diversité. Qu'il prenne la forme de prestations monétaires ou d'aides permettant de développer des services, l'investissement des CAF témoigne d'un engagement de la collectivité dans une visée universelle, pour accompagner le développement de chaque personne, dès sa naissance, par une présence et un soutien dans son parcours de vie, accentuant, s'il le faut, son aide lorsque la famille est dans la difficulté.

La branche Famille est ainsi présente auprès de chacun tout au long de la vie, auprès de chaque parent, femme ou homme, en fonction de sa situation, en équité : conciliation vie familiale/vie professionnelle, accueil des enfants et des jeunes, lutte contre la pauvreté sont les domaines prioritaires de l'intervention des CAF, qui prend la forme d'une offre globale de service.

Dédiée initialement à la famille, la Branche s'est vue progressivement confier des missions pour le compte de l'Etat et des départements, qui représentent une part importante de son activité.

Les quatre missions emblématiques de la branche Famille sont fondatrices de son cœur de métier :

- Aider les familles à concilier vie familiale, vie professionnelle et vie sociale ;
- Faciliter la relation parentale, favoriser le développement de l'enfant et soutenir les jeunes ;
- Créer les conditions favorables à l'autonomie, à l'insertion sociale et professionnelle ;
- Accompagner les familles pour améliorer leur cadre de vie et leurs conditions de logement.

Pour accompagner le développement de celles-ci, les CAF collaborent depuis l'origine avec leurs partenaires de terrain, au premier rang desquels les collectivités locales. Les communes (et leur regroupement) sont en effet particulièrement investies dans le champ des politiques familiales et sociales, au titre de leur clause de compétence générale leur permettant de répondre aux besoins du quotidien des citoyens.

Les territoires se caractérisent par une grande diversité de situations d'habitants, et par de nombreuses évolutions qui modifient profondément la vie des familles. Leurs attentes évoluent, et la réponse à celles-ci passent par la volonté des acteurs locaux. A ce titre, la CAF entend poursuivre son soutien aux collectivités locales qui s'engagent dans un projet de territoire qui leur est destiné.

Dans ce cadre, la Convention territoriale globale (CTG) est une démarche stratégique partenariale qui a pour objectif d'élaborer le projet de territoire pour le maintien et le développement des services aux familles, et la mise en place de toute action favorable aux allocataires dans leur ensemble. Elle

s'appuie sur un diagnostic partagé avec les partenaires concernés pour définir les priorités et les moyens dans le cadre d'un plan d'actions adapté. Véritable démarche d'investissement social et territorial, la CTG favorise ainsi le développement et l'adaptation des équipements et services aux familles, l'accès aux droits et l'optimisation des interventions des différents acteurs.

La CTG peut couvrir, les domaines d'intervention suivants : petite enfance, enfance, jeunesse, parentalité, accès aux droits et aux services, inclusion numérique, animation de la vie sociale, logement, handicap, accompagnement social.

Elle s'appuie sur les documents de diagnostic et de programmation que constituent les différents schémas départementaux : schéma départemental des services aux familles, schéma départemental de l'animation de la vie sociale, schéma d'accessibilité aux services, stratégie de lutte contre la pauvreté...

En mutualisant la connaissance des besoins des allocataires et de leur situation, les analyses partagées à l'échelon départemental permettent de situer le territoire tel que décrit dans l'annexe 1. C'est pourquoi, dans la perspective d'intervenir en cohérence avec les orientations générales décrites dans le présent préambule, au plus près des besoins du territoire, la CAF de Haute-Savoie et la Communauté de communes Usess et Rhône et les communes de Angletfort, Corbond, Seyssel Ain, Bassy, Chalonges, Chaumont, Chavanaz, Chêne-en-Semine, Chessenaz, Chilly, Charford-Arcine, Clermont-en-Genevois, Contamine-Sarzin, Desingy, Eloise, Franciens, Frangy, Marlioz, Menthonnex-sous-Clermont, Minzier, Musléges, Saint-Germain-sur-Rhône, Seyssel Haute-Savoie, Usiens, et Vanzy souhaitent conclure une Convention territoriale globale (CTG) pour renforcer leurs actions sur les champs d'intervention partagés.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE

La présente convention vise à définir le projet stratégique global du territoire à l'égard des familles ainsi que ses modalités de mise en œuvre.

Ce projet est établi en tenant compte de l'ensemble des problématiques du territoire.

Elle a pour objet :

- D'identifier les besoins prioritaires sur la Communauté de communes Usess et Rhône
- De définir les champs d'intervention à privilégier au regard de l'écart offre/besoin ;
- De pérenniser et d'optimiser l'offre des services existante, par une mobilisation des cofinancements (Annexe 2) ;
- De développer une offre nouvelle permettant de répondre à des besoins non satisfaits par les services existants (Annexe 1).

ARTICLE 2 - LES CHAMPS D'INTERVENTION DE LA CAF

Les interventions de la CAF, en matière d'optimisation de l'existant et de développement d'offres nouvelles, sur les territoires de la Communauté de Communes (CC) Usess et Rhône, ainsi que sur les territoires des Communes d'Angletfort, Bassy, Chalonges, Chavanaz, Chaumont, Chêne-en-Semine, Chessenaz, Chilly, Charford-Arcine, Clermont, Contamine-Sarzin, Corbond, Desingy, Droisy, Eloise, Franciens, Frangy, Marlioz, Menthonnex-sous-Clermont, Minzier, Musléges, Saint-Germain-sur-Rhône, Seyssel Ain, Seyssel Haute-Savoie, Usiens et Vanzy, concernent :

- Aider les familles à concilier vie familiale, vie professionnelle et vie sociale ;
- Faciliter la relation parentale, favoriser le développement de l'enfant et soutenir les jeunes ;
- Créer les conditions favorables à l'autonomie, à l'insertion sociale et professionnelle ;
- Accompagner les familles pour améliorer leur cadre de vie et leurs conditions de logement ;
- Favoriser l'accès aux droits et à l'inclusion numérique.

ARTICLE 3 - LES CHAMPS D'INTERVENTION DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

COMPETENCES RESPECTIVES AU SEIN DE LA CC USSES ET RHONE ET CONTRATS CEJ

	Compétence petite enfance	Compétence enfance	Compétence jeunesse	Autres compétences	CEJ enfance	CEJ jeunesse
CC Ussets et Rhône	Partielle	Partielle	Partielle	Oui	Oui	Oui
Les communes	Oui	Oui	Oui	Oui	Non	Non

ARTICLE 4 - LES OBJECTIFS PARTAGES AU REGARD DES BESOINS

Les objectifs partagés sont définis en annexe 1 de la présente convention.

ARTICLE 5 - ENGAGEMENTS DES PARTENAIRES

La CAF de Haute-Savoie et la Communauté de communes Ussets et Rhône et les communes de Anglerot, Carponod, Seyssel Ain, Bassy, Chalonges, Chaumont, Charvonnaz, Chêne-en-Semine, Chessenz, Chilly, Clartfond-Arcine, Clermont-en-Genavois, Contamine-Sarzin, Desingy, Droisy, Etoile, Francens, Frangy, Mariroz, Merthonex-sous-Clermont, Mirziaz, Musléges, Saint-Germain-sur-Rhône, Seyssel Haute-Savoie, Usiens et Vanzo s'engagent à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour atteindre les objectifs qu'ils se sont assignés dans la présente convention.

La présente convention est conclue dans le cadre des orientations de la Convention d'objectifs et de gestion signée entre l'Etat et la CNAF. Elle est mise en œuvre dans le respect des dispositifs et des outils relevant des compétences propres de chacune des parties, lesquelles restent libres de s'engager avec leurs partenaires habituels ou d'engager toute action ou toute intervention qu'elles jugent nécessaire et utile.

La CTG matérialise également l'engagement conjoint de la CAF et de la collectivité à poursuivre leur appui financier aux services aux familles du territoire.

A l'issue des Contrats enfance et jeunesse passés avec les collectivités signataires, la CAF s'engage à conserver le montant des financements bonifiés de N-1¹ à ce titre et à les répartir directement entre les structures du territoire soutenues par la collectivité locale compétente, sous la forme de « bonus territoire CTG ».

De son côté, la collectivité s'engage à poursuivre son soutien financier en ajustant en conséquence la répartition de sa contribution pour les équipements et services listés en annexe 2. Cet engagement pourra évoluer en fonction de l'évolution des compétences détenues.

ARTICLE 6 - MODALITES DE COLLABORATION

Les parties s'engagent à mobiliser des moyens humains (personnels qualifiés et en quantité) et matériels (données, statistiques, etc.) nécessaires à la réalisation des obligations définies dans la présente convention.

¹ Le montant de référence est celui comptabilisé dans les comptes de la CAF en N-1 (Charge à payer)

Pour mener à bien les objectifs précisés dans la présente convention, les parties décident de mettre en place un comité de pilotage.

Ce comité est composé de représentants de la CAF et des 26 Maires des Communes d'Ussets et Rhône, parmi lesquels figurent les représentants de la Communauté de Communes Ussets et Rhône.

Les parties conviennent d'un commun accord que des personnes ressources, en fonction des thématiques repérées, pourront participer à ce comité de pilotage à titre consultatif.

Cette instance :

- Assure le suivi de la réalisation des objectifs et l'évaluation de la convention ;
- Contribue à renforcer la coordination entre les deux partenaires, dans leurs interventions respectives et au sein des différents comités de pilotage thématiques existants ;
- Veille à la complémentarité des actions et des interventions de chacun des partenaires sur le territoire concerné ;
- Porte une attention particulière aux initiatives et aux actions innovantes du territoire.

Le comité de pilotage sera copiloté par la CAF et la CC Ussets et Rhône.

Le secrétariat permanent est assuré par la CAF et la CC Ussets et Rhône.

Les modalités de pilotage opérationnel et de collaboration technique, ainsi que le suivi de la mise en œuvre de la CTG, fixées d'un commun accord entre les parties à la présente convention, figurent en annexe 3 de la présente convention. (Elles seront précisées au cours du premier semestre 2023).

ARTICLE 7 - ECHANGES DE DONNEES

Les parties s'engagent réciproquement à se communiquer toutes les informations utiles dans le cadre de l'exécution de la présente convention.

Toutefois, en cas de projet d'échanges de données à caractère personnel, les demandes par l'une des parties feront obligatoirement l'objet d'une étude d'opportunité, de faisabilité et de conformité au RGPD par l'autre partie, en la qualité de responsable de traitement de cette dernière. Ces demandes seront soumises pour étude et avis préalable au Délégué à la Protection des Données de la partie qui détient les données personnelles demandées. Le Délégué à la Protection des Données pourra être amené à formuler des recommandations spécifiques à chaque échange de données.

Si elles sont mises en œuvre, ces transmissions (ou mises à disposition) de données personnelles respectent strictement le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD), la loi n° 78-17 du 6 Janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ainsi que les décisions, avis ou préconisations de la Commission nationale de l'informatique et des Libertés (CNIL). La présente convention ne se substitue en rien à la nécessité, pour les responsables de traitement concernés, d'ajouter le traitement de données personnelles ainsi créé à la liste des traitements qu'il doit tenir au titre de l'article 30 du RGPD.

ARTICLE 8 - COMMUNICATION

Les parties décident et réalisent, d'un commun accord, les actions de communication relatives à la présente convention.

Les supports communs font apparaître les logos de chacune des parties.

Dans le cadre des actions de communication respectives couvrant le champ de la présente convention, chaque partie s'engage à mentionner la coopération de l'autre partie et à valoriser ce partenariat.

ARTICLE 9 - EVALUATION

Une évaluation sera conduite au fur et à mesure de l'avancée de la CTG et sera validée par le comité de pilotage.

Cette évaluation devra permettre d'adapter les objectifs en fonction des évolutions constatées.

ARTICLE 10 - DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue à compter du 1^{er} janvier 2022 jusqu'au 31 décembre 2025. La présente convention ne peut être reconduite que par expresse reconduction.

ARTICLE 11 - EXECUTION FORMELLE DE LA CONVENTION

Toute modification fera l'objet d'un avenant par les parties.

Cet avenant devra notamment préciser toutes les modifications apportées à la convention d'origine ainsi qu'à ses annexes.

Si l'une quelconque des stipulations de la présente convention est nulle, au regard d'une règle de droit en vigueur ou d'une décision judiciaire devenue définitive, elle sera réputée non écrite, mais les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée.

En cas de différences existantes entre l'un quelconque des titres des clauses et l'une quelconque des clauses, le contenu de la clause prévaut sur le titre.

ARTICLE 12 : LA FIN DE LA CONVENTION

Résiliation de plein droit avec mise en demeure

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations légales ou réglementaires en vigueur et rassemblée instructive.

Les infractions par l'une ou l'autre des parties aux lois et règlements en vigueur entraîneront la résiliation de plein droit de la présente convention par la CAF, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations légales ou réglementaires en vigueur et rassemblée instructive.

Résiliation de plein droit sans mise en demeure

La présente convention sera résiliée de plein droit par la CAF, sans qu'il soit besoin de procéder à une mise en demeure ou de remplir toutes formalités judiciaires, en cas de modification d'un des termes de la présente convention sans la signature d'un avenant.

Résiliation par consentement mutuel

La présente convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties moyennant un délai de prévenance de 6 mois.

Effets de la résiliation

La résiliation de la présente convention entraînera l'arrêt immédiat des engagements des parties. La résiliation interviendra sans préjudice de tous autres droits et de tous dommages et intérêts.

ARTICLE 13 : LES RECOURS

Recours contentieux

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif dont relève la CAF.

ARTICLE 14 : CONFIDENTIALITE

Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, au secret professionnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont elles auront eu connaissance durant l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Signée à Frangy, le 13 décembre 2022.

En autant d'exemplaires originaux que de signataires

Pour la Caisse d'allocations familiales de Haute-Savoie,		Pour la Communauté de Communes Usse et Rhône,	
Le Directeur Olivier PARRAIRE		La Présidente Havie VERCOUTERE Paul RAINVARD	
Le Maire de la Commune d'Arzierfort, Bernard THIBOUD	Le Maire de la Commune de Corbonod, Patrick CHAPPEL	Le Maire de la Commune de Seyssel Aïn, Michel SOTTERI	Le Maire de la Commune de Bassy, Régis PONCET
Le Maire de la Commune de Chalonges, Sophie COLAS	Le Maire de la Commune de Chauxmont, André-Gilles CHATIGNAT	Le Maire de la Commune de Chauxmaz, Alain CALIP	Le Maire de la Commune de Chêne-en-Semine, Paul RAINVARD
Le Maire de la Commune de Chessenaz, Philippe JACQUESON	Le Maire de la Commune de Chilly, Emmanuel GEORGES	Le Maire de la Commune de Claretod-Arcine, Sylvie TARAGON	Le Maire de la Commune de Clermont-en-Genève, Christian VERMELLE
Le Maire de la Commune de Comtamine-Sazin, Georges CAINICATTI	Le Maire de la Commune de Desingy, André BOUCHET	Le Maire de la Commune de Droisy, Jean-Paul FORESTIER	Le Maire de la Commune de Vaulx, Didier CLERIC
Le Maire de la Commune de Francens, Jean-Louis WAIGNIN	Le Maire de la Commune de Frangy, Bernard REVILLON	Le Maire de la Commune de Marizoz, Vincent DUTOIT	Le Maire de la Commune de Monthornex-sous-Clermont, Florence POZZO
Le Maire de la Commune de Mifinzier, Savoie, Jérémy COURLET	Le Maire de la Commune de Musléges, Pascal COULLOUX	Le Maire de la Commune de Saint-Germain-sur-Rhône de Alain LAMBERT	Le Maire de la Commune de Haute-Savoie, Gérald LAMBERT
Le Maire de la Commune de Usirens, de Usirens,	Le Maire de la Commune de Vanzay, Françoise SEVE		Jean-Yves MACHARD

ANNEXE 1 – Portrait du territoire et objectifs partagés

Interne : Insérer le diagnostic du partenaire et tableau des objectifs partagés si tout est ok

Nous insérerons plutôt les objectifs partagés, je vous en fais une proposition ci-dessous.

Objectifs partagés au regard des besoins locaux (à utiliser si manquant dans le diagnostic)

Champs d'intervention	Objectifs partagés	Indicateurs d'évaluation à la fin de la CTG
Ensemble du territoire	Etablir un diagnostic partagé à l'échelle du territoire en 2023 afin de définir des enjeux répondant aux besoins des habitants.	Production du diagnostic et élaboration d'un plan d'actions qui sera le fondement de la CTG.
Ensemble des équipements et services	Préserver le fonctionnement des services existants, notamment associatifs, à destination des familles.	Repérage de l'ensemble des équipements sur le territoire et connaissance partagée des services qu'ils rendent à la population.
	Soutenir les actions prioritaires et le développement de nouvelles réponses aux besoins.	Evolution du nombre de places (EAJE) (en tenant compte des ouvertures et fermetures).
	Développer une stratégie partenariale et faciliter la coordination des interventions sur le territoire.	Equipements nouveaux et nouveaux services offerts.
Petite enfance	A préciser au cours des comités de pilotage	
Enfance	A préciser au cours des comités de pilotage	
Jeunesse	A préciser au cours des comités de pilotage	

9

ANNEXE 2 – Liste des équipements et services soutenus par les collectivités locales

Une liste des équipements et services par signataire dans le respect des compétences détenues
(Les équipements privés, non soutenus par une collectivité territoriale ne sont pas inscrits)

TYPE DE STRUCTURE	NOM ET ADRESSE DE LA STRUCTURE
Etablissement d'accueil du jeune enfant EAJE	Crèche Les Marmottes Alta 3A / Rue de la Gare d'eau Seyssel 74
	Crèche Les Marmottes Alta 3A / Rue de la Gare d'eau Seyssel 01
	Crèche La Courte école Karapat / Rue des Jardins Frangy
Relais petite enfance RPE	Crèche Les Pylls Luths CC Usse et Rhone / 170 route de Marsin, Chêne en Semine
	Halte-garderie itinérante Karapat / Minzier et Chilly RPE CC Usse et Rhone / 2 chemin de la Fontaine Seyssel 74
Accueil de loisirs sans hébergement ALSH	ALSH extrascolaire Association Familles rurales Enfance et Jeunesse Seyssel 01
	ALSH extrascolaire et Association Familles rurales de Haute-Savoie
	Ecole maternelle Frangy
	ALSH extrascolaire et périscolaire Cally Nant Ecole Alexandre Dumas, Franciens
	ALSH extrascolaire et périscolaire Foï 74 La Donnaz 201 chemin de la Prêle Minzier et Groupe scolaire Le Triplet 71 route de Savigny Minzier

ANNEXE 3 – Modalités de pilotage stratégique et opérationnel et suivi de la CTG

Un comité de pilotage se réunira au moins une fois par an. Lors du premier comité de pilotage, les représentants des parties en présence devront définir les modalités de travail au sein de comités techniques ou tout autre instance de travail. Cette instance pourra travailler autour des thématiques suivantes : petite enfance, enfance, jeunesse, parentalité, animation de la vie sociale, inclusion et accès au droit

ANNEXE 4 – Délibérations des collectivités territoriales